

## ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE DE QUITTER LES LIEUX

Arrêté n°2022-30

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment dans ses articles L.2212-2 et suivants,

VU le courrier du Préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 17 novembre 2022 alertant la Commune sur le danger engendré par la présence d'un campement de fortune situé rue du Fort de l'Est à Saint-Denis, en bordure du talus de l'autoroute A1 (sens paris – province) et à proximité de la bretelle de sortie n°3,

VU le diagnostic social réalisé à la demande de la Préfecture de Seine-Saint-Denis le 21 novembre 2022 ;

VU le rapport d'information de la police municipale en date du 29 novembre 2022 mettant en exergue le danger pour la sécurité publique engendré par la présence du campement susvisé,

VU le rapport des inspecteurs de salubrité concernant la visite effectuée le 29 novembre 2022 et confirmant le danger pour la sécurité publique engendré par la présence du campement susvisé,

**CONSIDERANT** qu'un campement est installé, sans droit ni titre, rue du Fort de l'Est à Saint-Denis, en bordure du talus de l'autoroute A1 (sens paris – province) et à proximité de la bretelle de sortie n°3 ;

**CONSIDERANT** que ce campement est composé de six cabanons de fortune occupés par douze adultes et quatorze enfants dont au moins deux ayant moins de trois ans,

**CONSIDERANT** que l'accès au campement se fait par un escalier creusé, par les occupants, à même la terre, qui s'avère très glissant par temps de pluie, entraînant ainsi un risque de chute des personnes l'empruntant,

**CONSIDERANT** que les cabanes composant le campement sont édifiées, à même le sol, sur la partie haute du talus et que par temps de pluie, l'eau ne manque pas de ruisseler, pouvant entraîner avec elle les terres et à terme un glissement des cabanes ou leur basculement vers l'arrière,

**CONSIDERANT** le risque d'incendie très élevé compte tenu:

- de la nature des matériaux inflammables constituant les cabanes de fortune (planches de bois et / contreplaqué, tôles, bâches en PVC, tapis, etc.),
- de l'utilisation, au sein des cabanons, de poêles à bois artisanaux, d'appareils à gaz ou de braséro pour préparer les repas ou comme moyen de chauffage en cette période hivernale,
- de la présence de nombreux fils électriques volants et de la surcharge des multiprises pour permettre un éclairage et l'alimentation d'appareils électriques, de l'accumulation d'encombrants et déchets, sur une partie du terrain et qui sont, pour certains, de nature à entraîner une rapide propagation des flammes en cas de départ de feu, sans compter les risques d'intoxication pour les occupants de ce camp,

Accusé de réception en préfecture  
093-219300662-20221207-2022-AJCM-18614  
Date de télétransmission : 07/12/2022  
Date de réception préfecture : 07/12/2022

**Mairie  
de Saint-Denis**

Boîte postale 269

93205 Saint-Denis

cedex

TELEPHONE :

01 49 33 66 66

TELECOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

[www.ville-saint-denis.fr](http://www.ville-saint-denis.fr)

Tous les courriers doivent être  
adressés impersonnellement  
à Monsieur le Maire.

**CONSIDERANT** que le risque d'incendie est aggravé du fait de la très difficile accessibilité du terrain aux secours ainsi que de sa proximité avec l'autoroute, la bretelle et la rue du Fort de l'Est,

**CONSIDERANT** en effet que l'éclosion d'un incendie risquerait, compte tenu des matériaux composant le campement, d'entraîner d'un dégagement de fumée réduisant la visibilité des automobilistes empruntant les voies susvisées et en conséquence, d'être la cause d'accidents de la route,

**CONSIDERANT** que compte tenu de la période hivernale actuelle, l'absence d'isolation implique que l'intérieur des cabanes est très humide et très froid engendrant des risques d'hypothermie pour ses occupants et les poussant, pour se chauffer, à utiliser des branchements électriques dangereux et à utiliser des appareils à gaz et des dispositifs de type braséro, accentuant ainsi un risque d'intoxication au monoxyde de carbone,

**CONSIDERANT** le risque d'électrocution des occupants du campement du fait des nombreux fils électriques volants et multiprises présents au sein des cabanons mais également de la présence de fils électriques à l'extérieur et soumis aux intempéries,

**CONSIDERANT** qu'en l'absence de sanitaires, les occupants font leurs besoins sur le terrain, ce qui entraîne la présence de cloaques ainsi que d'excréments, d'odeurs nauséabondes, voire nocives et favorise la prolifération des rongeurs et de germes pouvant être pathogènes,

**CONSIDERANT** la présence de nuisibles, et en particuliers de rats en nombre très important, entraînant un risque de maladies transmissibles, de morsures par les rats ainsi que de la prolifération de ces nuisibles au-delà du campement,

**CONSIDERANT** qu'il résulte de cette occupation un manque d'hygiène et de salubrité ainsi que des risques graves et importants pour la sécurité auxquels sont exposés les occupants des habitations de fortune ainsi que les usagers de la route,

**CONSIDERANT** qu'il y a urgence à faire cesser cette situation et qu'il convient de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger grave et imminent pour la sécurité publique,

**CONSIDERANT** que l'évacuation des occupants sans droit ni titre présente un caractère d'urgence et de nécessité eu égard aux risques graves et immédiats qui résultent de leur présence tant en matière de salubrité que de sécurité publique,

**CONSIDERANT** qu'aucune autre solution technique ou humaine, ne pourrait permettre de remédier à cette situation de dangerosité imminente constituée par l'état d'insalubrité des lieux, les conditions sanitaires particulièrement difficiles ainsi par le risque pour la sécurité des occupants et des usagers de la route,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Il est fait commandement de quitter et libérer de toutes personnes, de tous biens et déchets et ce au plus tard, dans un délai de quarante-huit heures à compter de la notification du présent acte, le campement d'habitations sans droit ni titre, situé rue du Fort de l'Est à Saint-Denis, en bordure du talus de l'autoroute A1 (sens paris – province) et à proximité de la bretelle de sortie n°3.

### ARTICLE 2

Passé ce délai, à défaut d'avoir quitté les lieux, il sera procédé à l'évacuation de tous les occupants, si nécessaire avec le concours de la force publique.

### ARTICLE 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa notification aux intéressés, ou de sa publication, devant le tribunal administratif de Montreuil.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification ou de la publication de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal Administratif peut être également saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 4

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, le Directeur territorial de la sécurité de proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont la copie sera transmise aux fins de publication par Monsieur le Maire, de Saint-Denis et pour affichage sur les lieux et dont notification sera faite aux occupants sans titre de l'emprise susvisée. Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet de la Mairie de Saint-Denis, conformément au III de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales. Une copie du présent arrêté sera également transmise aux propriétaires de l'emprise susvisée.

Fait à Saint-Denis, le 7 DEC. 2022

Le Maire de Saint-Denis,

Mathieu HANOTIN



Accusé de réception en préfecture  
093-219300662-20221207-2022-AJCM-185-AI  
Date de télétransmission : 07/12/2022  
Date de réception préfecture : 07/12/2022

Arrêté publié sur le site internet de la Ville le : 7 DEC. 2022

